

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL NATIONALE
GENERALE DU 30 MAI 2011**

Vu la proposition de médiation du 18 avril 2011 de la présidente de la commission paritaire ;

IL EST CONVENU ENTRE :

Neerlegging-Dépôt: 06/06/2011
Regist.-Enregistr.: 28/06/2011
N°: 104520/CO/120

ACV-CSC Metea
FGTB Textile, Vêtement et Diamant
Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

ET

FEDUSTRIA, la fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement d'autre part,

CE QUI SUIT :

CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières qui y sont occupés (également appelés ouvriers) qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception de la S.A. Celanese, pour laquelle les chapitres VI et VII sont toutefois applicables, et à l'exception des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

CHAPITRE II. OBLIGATIONS D'EMPLOI

Article 2

Les obligations d'emploi, telles que prévues aux articles 10 et 11 de la convention collective nationale générale du 13 juin 2005 et prolongées pour les années 2007 à 2010 inclus par l'article 2 de la convention collective nationale générale du 30 novembre 2006, sont une nouvelle fois prolongées pour les années 2011 et 2012.

2

CHAPITRE III. CREDIT-TEMPS, DIMINUTION DE CARRIÈRE ET RÉDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL À MI-TEMPS

Article 3

Les dispositions en matière de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps prévues dans les articles 3 à 9 inclus de la convention collective nationale générale du 30 novembre 2006 sont prolongées pour les années 2011 et 2012.

CHAPITRE IV. CLASSIFICATION DES FONCTIONS

Article 4

Le groupe de travail paritaire, créé en exécution du chapitre V, « Classification des fonctions et échelles barémiques » de la convention collective nationale générale du 4 mars 1993 et actualisée par la convention collective nationale générale du 9 novembre 2001, étudiera le besoin d'actualisation de la classification des fonctions introduite par la convention collective de travail susmentionnée du 4 mars 1993.

CHAPITRE V. FORMATION ET APPRENTISSAGE

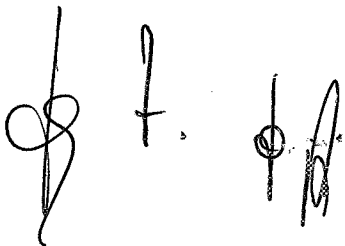
Article 5

Le secteur fournit un effort en matière de formation et d'apprentissage au cours de la période 2011 - 2012, qui est réalisé par une cotisation sectorielle de 0,10 % sur les salaires au cours des années 2011 à 2012. De la sorte, le secteur réalise des efforts en matière de formation permanente. Cette cotisation de 0,10 % sera utilisée dans le cadre des plans de formation et du droit de tirage. Une convention collective de travail distincte sera conclue à cet effet.

Les entreprises peuvent introduire et gérer leur plan de formation par voie électronique.

Article 6

Sans préjudice de l'effort prévu à l'article 5, le secteur réalise pour la période 2011 - 2012 un effort en matière de formation et d'apprentissage de groupes à risque par le biais d'une cotisation sectorielle de 0,20 % sur les salaires au cours des années 2011 à 2012. Une convention collective de travail distincte sera conclue concernant la formation et l'apprentissage des groupes à risque.



Article 7

Les statuts du Fonds Social et de Garantie seront adaptés, conformément aux articles 5 et 6 susmentionnés.

Article 8

- § 1 Afin d'augmenter le taux de participation aux formations, le Cobot vzw/Cefret asbl introduira des demandes auprès de la commission paritaire n° 120 afin de reconnaître les formations professionnelles sectorielles dans le cadre du régime de congé-éducation payé. Un cadre de dispositions sectoriel distinct a été établi à cette fin.
- § 2 Pour les heures auxquels un ouvrier participe à une formation sectorielle, reconnue par la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie comme une formation professionnelle cadrant dans le régime du congé-éducation payé, il a droit à son salaire habituel sans application du plafond salarial concernant le congé-éducation payé, comme prévu à l'article 114 de la loi de relance économique du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales.
- § 3 Pour les jours auxquels l'ouvrier participe à des formations sectorielles, reconnues par la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie comme une formation professionnelle cadrant dans le régime du congé-éducation payé, il a droit à des chèques-repas.
- § 4 Le présent article est en vigueur pour la période du 1^{er} septembre 2011 au 31 août 2013 inclus.

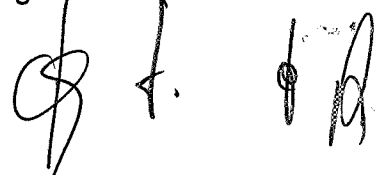
Article 9

Conformément aux dispositions prévues dans la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, plus particulièrement l'article 42, et l'arrêté royal d'exécution du 30 mars 2000, plus particulièrement l'article 10, § 2, la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie formule un avis positif concernant une exemption sectorielle de l'obligation d'engager des jeunes dans le cadre du régime de premier emploi. A cet effet, la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie introduit une demande auprès du Ministre de l'Emploi. Cette demande concernera la période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2013 inclus.

CHAPITRE VI. PREPENSION CONVENTIONNELLE A TEMPS PLEIN

Article 10

Les parties signataires s'engagent, en vue de mettre en œuvre la proposition de médiation du 18 avril 2011 et pour autant que la réglementation permette ces régimes de prépension, à conclure les conventions collectives de travail distinctes nécessaires concernant les différents régimes de prépension conventionnelle tels qu'ils étaient en vigueur au 31 décembre 2010. Ces conventions collectives de travail prolongeront ces différents



2

régimes en matière de prépension conventionnelle pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus.

Article 11

Un groupe de travail paritaire sera créé afin d'étudier les mesures possibles dans le cadre d'une politique d'accompagnement de fin de carrière et d'examiner le cas échéant les besoins.

CHAPITRE VII. PREPENSION CONVENTIONNELLE A MI-TEMPS

Article 12

Au cours de la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus, un régime de prépension à mi-temps est instauré conformément aux possibilités légales et à la convention collective de travail n° 55 du Conseil National du Travail instituant un régime d'indemnisation complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction de leurs prestations de travail à mi-temps.

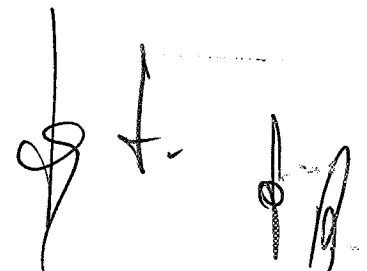
Les parties signataires concluront à cet effet une convention collective de travail distincte qui fixera les règles détaillées de cette prépension conventionnelle à mi-temps.

CHAPITRE VIII. FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE

Article 13

A partir de l'exercice de référence 2012, l'allocation sociale complémentaire, visée à l'article 9 des statuts coordonnés du Fonds Social et de Garantie comme introduit par la convention collective du travail du 19 décembre 2005 et modifié par la convention collective de travail du 19 décembre 2007 et la convention collective de travail du 3 juillet 2009, est ajustée selon les principes suivants :

- du 7^e au 60^e jour inclus (semaine de six jours) : 4,96 euros par jour (semaine de six jours) à charge du Fonds Social et de Garantie ;
- du 61^e au 86^e jour (semaine de six jours) : 4,96 euros par jour (semaine de six jours) à charge de l'employeur ;
- le supplément de 2 euros par jour (semaine de cinq jours) de chômage temporaire visé à l'article 51 § 8 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, d'application à partir du 1 janvier 2012, est compris dans le supplément susmentionné pour les périodes concernées.



Article 14

Le Fonds Social et de Garantie libère pour les années 2011 à 2012 inclus chaque fois un montant correspondant à une cotisation de 0,05 % des salaires annuels (à 100 %) pour la promotion de la solidarité internationale. Les règles d'attribution proportionnelle de ce montant aux trois organisations de travailleurs signataires ont lieu de la même manière que pour la convention collective de travail 2001 – 2002.

Article 15

Les statuts du Fonds Social et de Garantie sont adaptés en tenant compte de ce qui précède.

CHAPITRE IX. POUVOIR D'ACHAT

Article 16

A partir du 1^{er} septembre 2012, les salaires effectifs et barémiques sont majorés de 0,25 %.

CHAPITRE X. CHOMAGE TEMPORAIRE

Article 17

Les parties signataires s'engagent à émettre, pendant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012, les avis unanimement favorables nécessaires au sein de la Commission Paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, dans le cadre de l'application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue d'obtenir la prolongation des arrêtés existants de dérogation en matière de chômage temporaire.

CHAPITRE XI. COORDINATION DES TEXTES EN MATIÈRE DE PAIX SOCIALE

Article 18

Un groupe de travail paritaire dirigé par la présidente de la commission paritaire de l'industrie textile réalisera la coordination des textes en matière de paix sociale existant pour le secteur.

CHAPITRE XII. CHEQUES-REPAS ELECTRONIQUES

Article 19

Les parties signataires s'engagent à conclure au plus tard le 1^{er} octobre 2011 une convention collective de travail sectorielle relative à l'introduction des chèques-repas électroniques dans les entreprises.

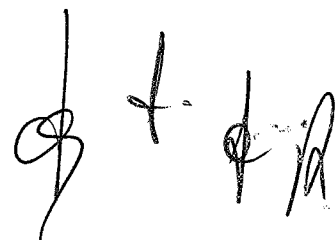
CHAPITRE XIII. DUREE DE LA CONVENTION ET ENGAGEMENTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 20

La présente convention fixe l'ensemble des nouveaux avantages sociaux et s'applique du 1^{er} janvier 2011 jusqu'au 31 décembre 2012 inclus, à l'exception des articles 13 et 16 qui s'appliquent pour une durée indéterminée et des articles 8 et 9 qui s'appliquent pour la durée spécifique mentionnée dans lesdits articles.

Par conséquent, les parties contractantes garantissent pendant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus le respect des engagements relatifs à la paix sociale et à l'accroissement de la productivité, ce qui implique que :

- a) pendant toute la durée de validité de la présente convention collective de travail, les organisations syndicales et patronales se portent garantes de la paix sociale dans les entreprises, ainsi que du concours effectif du personnel dans l'exécution des mesures prises en application des dispositions adoptées paritairement, en vue d'accroître la productivité, tant en ce qui concerne l'usage de nouveaux outils et machines de production que pour ce qui est des modifications des méthodes de travail;
- b) l'ensemble des dispositions régissant les conditions de travail sera de stricte application et ne pourra en aucun cas être remis en cause par les organisations syndicales, les travailleurs, l'organisation patronale ou les employeurs;
- c) les organisations syndicales et les travailleurs s'engagent à ne formuler aucune revendication, ni sur le plan national, ni sur le plan régional, ni au niveau des entreprises, et s'abstiendront de provoquer ou de déclencher un conflit pour quelque raison ou à quelque niveau que ce soit;
- d) lorsque des problèmes surgissent au niveau sectoriel ou sur le plan de l'entreprise, il est de bonne pratique de favoriser une conciliation paritaire et si nécessaire de porter formellement le problème à l'ordre du jour du bureau de conciliation de la commission paritaire.



Article 21

Les engagements précités en matière de paix sociale tombent sous l'application des dispositions établies à cet égard par les parties contractantes dans le protocole national du 26 juin 1969.

Article 22

Les dispositions des articles 13 et 16 qui s'appliquent à durée indéterminée, peuvent être dénoncées par chacune des parties signataires, moyennant un délai de préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au président de la commission paritaire et aux parties signataires.

CHAPITRE XIV: DECLARATION OBLIGATOIRE

Article 23

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Gand, le 30 mai 2011

**ALGEMENE NATIONALE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 MEI 2011**

Gelet op het bemiddelingsvoorstel van 18 april 2011 van de voorzitter van het paritair comité,

WORDT TUSSEN

ACV-CSC Metea
ABVV Textiel, Kleding en Diamant
Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

FEDUSTRIA, de federatie van de textiel-, hout- en meubelindustrie

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-ondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd) die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese waarvoor de hoofdstukken VI en VII evenwel van toepassing zijn en met uitzondering van de ondernemingen en de erin tewerkgestelde werklieden die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

HOOFDSTUK II. TEWERKSTELLINGSVERBINTENISSEN

Artikel 2

De tewerkstellingsverbintenissen, zoals bedoeld in artikel 10 en 11 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2005 en verlengd voor de jaren 2007 tot en met 2010 door artikel 2 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2006, worden opnieuw verlengd voor de jaren 2011 en 2012.

HOOFDSTUK III TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING

Artikel 3

De bepalingen inzake tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, voorzien in de artikelen 3 tot en met 9 van de algemene nationale

collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2006, worden verlengd voor de jaren 2011 en 2012.

HOOFDSTUK IV. FUNCTIECLASSIFICATIE

Artikel 4

De paritaire werkgroep, opgericht in uitvoering van hoofdstuk V, "Functieclassificatie en baremieke loonschalen" van de nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993 en geactualiseerd door de nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 9 november 2001, zal de noodzaak tot actualisatie van de functieclassificatie, ingevoerd door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993 onderzoeken.

HOOFDSTUK V. VORMING EN OPLEIDING

Artikel 5

De sector doet voor de periode 2011-2012 een inspanning op het vlak van vorming en opleiding, die wordt gerealiseerd door een sectorale bijdrage van 0,10 % op de lonen gedurende de jaren 2011 en 2012. Aldus levert de sector een inspanning op het vlak van permanente vorming. Deze 0,10 % bijdrage zal aangewend worden in het kader van de opleidingsplannen en het trekkingsrecht. Hierover zal een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten worden.

Ondernemingen kunnen hun opleidingsplan elektronisch indienen en beheren.

Artikel 6

Onverminderd de inspanning voorzien in artikel 5 doet de sector voor de periode 2011-2012 een inspanning voor de vorming en opleiding van risicogroepen die wordt gerealiseerd door een sectorale bijdrage van 0,20 % op de lonen gedurende de jaren 2011 en 2012. Over de vorming en opleiding van deze risicogroepen zal een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten worden.

Artikel 7

De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds zullen aangepast worden in de zin van artikel 5 en 6 hiervoor.

Artikel 8

§ 1 Om de participatiegraad aan opleiding te verhogen, zullen door Cobot vzw/Cefret asbl aanvragen ingediend worden bij het paritair comité nr. 120 voor de erkenning van sectorale beroepsopleidingen in het stelsel betaald educatief verlof. Hiertoe wordt een afzonderlijk sectoraal afsprakenkader opgemaakt.

- d
- § 2 Voor de uren waarop de arbeider deelneemt aan sectorale opleidingen, erkend door het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk als beroepsopleiding in het stelsel van het betaald educatief verlof, heeft hij recht op zijn normaal loon, zonder toepassing van de loongrens m.b.t. het betaald educatief verlof, zoals voorzien in artikel 114 van de Herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.
- § 3 Voor dagen waarop de arbeider deelneemt aan sectorale opleidingen, erkend door het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk als beroepsopleiding in het stelsel van het betaald educatief verlof, heeft hij recht op maaltijdcheques.
- § 4 Onderhavig artikel geldt voor de periode van 1 september 2011 tot en met 31 augustus 2013

Artikel 9

Overeenkomstig de bepalingen voorzien in de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, inzonderheid artikel 42, en het uitvoerend koninklijk besluit van 30 maart 2000, inzonderheid artikel 10 § 2, formuleert het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk een positief advies m.b.t. een sectorale vrijstelling van de verplichting om jongeren aan te werven in het kader van het startbaanstelsel. Het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk dient daartoe een aanvraag in bij de minister van Werk. Deze aanvraag zal betrekking hebben op de periode van 1 juli 2011 tot en met 30 juni 2013.

HOOFDSTUK VI. CONVENTIONEEL VOLTIJDS BRUGPENSIOEN

Artikel 10

Ondertekenende partijen verbinden zich ertoe met het oog op de uitvoering van het bemiddelingsvoorstel van 18 april 2011 en voor zover de reglementering dergelijke brugpensioenstelsels toelaat, de nodige afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten m.b.t. de verschillende stelsels van conventioneel brugpensioen, zoals zij op 31 december 2010 van toepassing waren. Deze collectieve arbeidsovereenkomsten zullen voorzien in de verlenging van deze verschillende stelsels inzake conventioneel brugpensioen tijdens de periode van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012.

Artikel 11

Er wordt een paritaire werkgroep opgericht om mogelijke maatregelen m.b.t. een flankerend eindeloopbaanbeleid te onderzoeken en desgevallend een behoeftenonderzoek te doen.

HOOFDSTUK VII. CONVENTIONEEL HALFTIJDEN BRUGPENSIOEN

Artikel 12

Tijdens de periode van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012 wordt overeenkomstig de wettelijke mogelijkheden en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere

werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties, voorzien in de invoering van een stelsel van halftijds brugpensioen.

Ondertekenende partijen zullen hiertoe een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst sluiten, die de nadere regels van dit conventioneel halftijds brugpensioen zal vastleggen.

HOOFDSTUK VIII. WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS

Artikel 13

Met ingang van het refertedienstjaar 2012 wordt de aanvullende sociale toelage, bedoeld in artikel 9 van de gecoördineerde statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds zoals ingevoerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2005 en gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2007 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juli 2009, herschikt op basis van volgende principes:

- van de 7^{de} tot en met de 60^{ste} dag (zesdagenweek): 4,96 euro per dag (zesdagenweek) ten laste van het Waarborg- en Sociaal Fonds;
- van de 61^{ste} tot en met de 86^{ste} dag (zesdagenweek): 4,96 euro per dag (zesdagenweek) ten laste van de werkgever;
- het supplement van 2 euro per dag (vijfdagenweek) tijdelijke werkloosheid bedoeld in artikel 51 § 8 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, van toepassing vanaf 1 januari 2012, zit inbegrepen in voormelde toeslag wat betreft de voormelde periodes.

Artikel 14

Het Waarborg- en Sociaal Fonds stelt voor de jaren 2011 en 2012 telkens een bedrag overeenstemmend met een bijdrage van 0,05 % van de jaarlonen (aan 100%) ter beschikking voor het bevorderen van de internationale solidariteit. De verhoudingsgewijze toewijzing van dit bedrag aan de drie ondertekenende werknemersorganisaties gebeurt op dezelfde manier als voor de collectieve arbeidsovereenkomst 2001-2002.

Artikel 15

De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds worden aangepast met hetgeen voorafgaat.

HOOFDSTUK IX. KOOPKRACHT

Artikel 16

Vanaf 1 september 2012 worden de effectieve en baremieke lonen verhoogd met 0,25%.

HOOFDSTUK X. *TIJDELIJKE WERKLOOSHEID*

Artikel 17

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om tijdens de periode van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012, in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het Breiwerk, in het kader van de toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de nodige eenparige positieve adviezen uit te brengen, met het oog op het bekomen van de verlenging van de bestaande afwijkingsbesluiten inzake tijdelijke werkloosheid.

HOOFDSTUK XI *COORDINATIE TEKSTEN M.B.T. SOCIALE VREDE*

Artikel 18

Een paritaire werkgroep onder leiding van de voorzitter van het paritair comité textiel zal een coördinatie van de voor de sector bestaande teksten inzake sociale vrede uitwerken.

HOOFDSTUK XII. *ELECTRONISCHE MAALTIJDCHQUES*

Artikel 19

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om tegen uiterlijk 1 oktober 2011 een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten m.b.t. de invoering van de elektronische maaltijdcheques in de ondernemingen.

HOOFDSTUK XIII. *DUUR VAN DE OVEREENKOMST EN VERBINTENISSEN VAN DE CONTRACTERENDE PARTIJEN*

Artikel 20

Deze overeenkomst bepaalt het geheel van de nieuwe sociale voordelen en is van toepassing vanaf 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012, met uitzondering van de artikelen 13 en 16 welke voor onbepaalde duur gelden en de artikelen 8 en 9 welke gelden voor de er in vermelde specifieke duur.

Bijgevolg waarborgen de contracterende partijen gedurende de periode van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012 de inachtneming van de aangegane verbintenissen met betrekking tot de sociale vrede en de opvoering van de productiviteit hetgeen het volgende inhoudt:

- a) tijdens gans de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen de syndicale en patronale organisaties de sociale vrede in de ondernemingen waarborgen, alsmede de effectieve medewerking verzekeren van het personeel bij de uitvoering van de maatregelen welke getroffen worden door toepassing van de paritair aanvaarde schikkingen met het oog op de opvoering van de productiviteit, zowel voor wat betreft het gebruik van nieuwe werktuigen en productiemachines, als voor wat betreft de wijzigingen aan de arbeidsmethodes;

- b) het geheel der schikkingen in verband met de arbeidsvoorwaarden zal stipt worden toegepast en kan onder geen enkel geval terug in betwisting worden gebracht door de syndicale organisaties, de werknemers, de werkgeversorganisatie of de werkgevers;
- c) de syndicale organisaties en de werknemers verbinden er zich toe geen enkele eis te stellen noch op nationaal, noch op gewestelijk, noch op ondernemingsvlak, en geen enkel conflict uit te lokken of te doen uitbreken om welke reden het ook moge wezen;
- d) wanneer zich op sectoraal- of ondernemingsvlak moeilijkheden zouden voordoen inzake het sociaal overleg, is het een goede praktijk om paritaire verzoening te bevoordelen en zo nodig het vraagstuk formeel aanhangig te maken bij het verzoeningsbureau van het paritair comité.

Artikel 21

De hierboven vermelde verbintenissen inzake sociale vrede vallen onder toepassing van de bepalingen die door ondertekenende partijen in het nationaal protocol van 26 juni 1969 dienaangaande werden vastgesteld.

Artikel 22

De bepalingen van de artikelen 13 en 16 welke voor onbepaalde duur gelden, kunnen opgezegd worden door elk van de ondertekenende partijen mits inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité en aan de ondertekenende partijen.

HOOFDSTUK XIV. ALGEMEEN VERBINDEND VERKLARING

Artikel 23

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Gent op 30 mei 2011